

# Confiance et intégrité DANS LES MÉDIAS

FORUM INTERNATIONAL DE LA COMMUNICATION - CAUX, SUISSE - 2006

## Compte rendu de la conférence 1er au 4 août 2006

Niché au cœur du village de Caux, avec une vue panoramique sur le lac Léman et la ville de Montreux, 700 mètres plus bas, le centre de conférences de Mountain House fournissait un cadre idéal pour la session du Forum international de la Communication qui avait pour thème: Confiance et intégrité dans les médias.

Après que Kamal Halawa eut exécuté une émouvante composition au piano en hommage aux enfants du Moyen-Orient, otages dans le conflit du Liban, les premières séances s'inscrivaient dans une juste perspective: comment pouvons-nous encourager les médias à construire un monde de confiance et d'intégrité où la violence, le mépris et l'insécurité feront place à la compréhension et au respect mutuels?

La présentation d'un bref aperçu de l'histoire de Caux révèle que ce lieu est particulièrement approprié pour relever ce défi. Mountain House, qui célébrait le soixantième anniversaire des conférences internationales animées par Initiatives et Changement, a joué un rôle marquant dans la réconciliation franco-allemande après

la seconde guerre mondiale. Ce lieu singulier peut-il aujourd'hui réconcilier les médias et l'éthique?

Le Forum international de la Communication avait préparé un programme ambitieux pour les quatre cents personnes arrivées de tous les coins du globe dans le cadre d'un thème général sur la confiance et l'intégrité dans le monde de l'économie. Les séances plénières, les séminaires et les ateliers se proposaient d'étudier les relations des médias avec l'éthique, le pouvoir, la démocratie, la justice sociale et enfin l'influence qu'ils exercent ou peuvent exercer dans les situations de conflits.

### PROCHAINES MANIFESTATIONS DU FORUM

Nouvelle Delhi, 17 février 2007,  
journée d'études: «Médias et  
bonne gouvernance»  
conjointement avec le centre indien de  
gouvernance

Caux (Suisse), session annuelle: 13-17 juillet 2007

## Les médias dans les conflits

\*

Lors d'une session présidée par l'éditeur anglais Michael Foyle, Ivan Thomas, journaliste de radio de Sierra Leone, a abordé la question du pouvoir des médias en temps de conflit. Il a lui-même été emprisonné pendant un an au cours de la rébellion dont a souffert son pays dix ans durant. Et cela pour la simple raison qu'il s'efforçait



de couvrir honnêtement les événements en tant que journaliste présent dans les zones de combats.

Pour Thomas, qui suit de près la situation des médias en Afrique, le pouvoir des médias peut avoir des conséquences dramatiques dans les zones de conflits. Il cite l'exemple du Rwanda, où ils ont contribué à intensifier la guerre en faisant preuve de xénophobie et en dénaturant la réalité sur le terrain. Mais le journaliste est convaincu que les médias peuvent être aussi un facteur de réconciliation et de paix.

Il a rappelé les faits publiés par Reporters sans frontières selon lesquels plus d'une centaine de journalistes sont aujourd'hui en prison simplement pour avoir révélé des informations qui ne plaisaient pas à tel ou tel groupe, pour avoir appelé à une plus grande liberté individuelle et pour avoir refusé la censure ou l'imposition d'une façon de penser. En fait, le crime de ces journalistes est d'avoir simplement fait leur travail.

Sanjoy Hazarika, vice-président du Forum pour l'Asie, constate pour sa part que les conflits surgissent géné-

ralement dans des régions où la couverture des médias est absente ou négligeable. Il est donc important que les médias fassent le maximum pour couvrir les événements et pour s'assurer que la perception des problèmes et de leurs solutions possibles subsiste dans la conscience mondiale.

Les médias, remarque le journaliste, qui a été pendant seize ans correspondant du New York Times en Inde, ont bien des difficultés à couvrir les conflits. A notre époque, il n'y a souvent pas d'interaction possible entre les journalistes et les dirigeants des factions en présence, notamment lorsqu'il s'agit d'organisations terroristes ou extrémistes. S'il y a contact, c'est généralement à sens unique puisque les leaders peuvent avoir accès aux journalistes mais l'opposé est rarement possible. Où alors est la liberté de la presse?

Les situations peuvent beaucoup différer, remarque Hazarika. Des journalistes ont parfois reçu des menaces de mort pour n'avoir pas publié la totalité des communiqués émis par tel ou tel groupe.

Mais on voit aussi des meneurs d'un camp ou d'un autre menacer directement les journaux pour les manipuler: *«Faites ce que je vous dis, sinon...»*

Dans un tout autre registre, le journaliste danois Knud Simon Christensen a donné son point de vue sur la situation créée par la publication des caricatures du prophète Mahomet dans le journal Jyllands-Posten. A son avis, la parution de ces caricatures fait penser au cas de quelqu'un qui donnerait un coup de pied dans les tibias d'un autre pour voir s'il est vivant ou non. Il y a d'autres moyens de communiquer que celui-là, estime Christensen.

*«L'idée était peut-être noble, poursuit l'intervenant: un test pour voir si la liberté d'expression existe toujours. Certes, la liberté de la presse et le danger de l'autocensure sont des facteurs primordiaux. Mais cela ne veut pas dire que nous pouvons totalement négliger les intérêts et les croyances d'autrui.»*

Il estime que si le journal n'avait pas publié ces caricatures, ç'aurait été la manifestation d'un simple bon sens plutôt que de l'autocensure. Cependant, cette publication a eu un profond impact sur les médias danois, faisant surgir diverses initiatives de nature à surmonter les barrières raciales et religieuses et à aider les médias à mieux comprendre la complexité de la question.



Bernard Margueritte et Sanjoy Hazarika

# Médias et justice économique

Guy Berger, professeur à l'Ecole de Journalisme de l'université Rhodes, en Afrique du Sud, a animé une session consacrée aux médias face à la question de la justice économique. Berger a récemment reçu le prix Nat Nakasa récompensant les actes de courage et d'intégrité dans son pays. Il cite d'abord Pierre Sane, de l'Unesco, qui remarque que la pauvreté est à la fois la cause et l'effet d'un déni des droits humains.

Berger constate que les médias rencontrent un certain nombre de difficultés lorsqu'il s'agit d'aborder la question des droits de l'homme et de la misère pour la bonne raison qu'il s'agit là d'un processus et non d'un événement. En outre, il n'y a aucune motivation commerciale ni obligation, si ce n'est éthique, à parler de la pauvreté. Peu de lecteurs ou de téléspectateurs demandent aux médias de parler davantage de la pauvreté et, si les médias abordent la question, ce n'est pas de nature à augmenter leur tirage.

L'intervenant a aussi observé que lorsque les médias traitent le sujet, il arrive qu'ils ignorent la complexité du problème, par exemple la différence de l'impact de la pauvreté sur les hommes et sur les femmes.

D'autre part, la pauvreté est souvent couverte dans les médias sous l'angle de la charité. Quand les pauvres sont

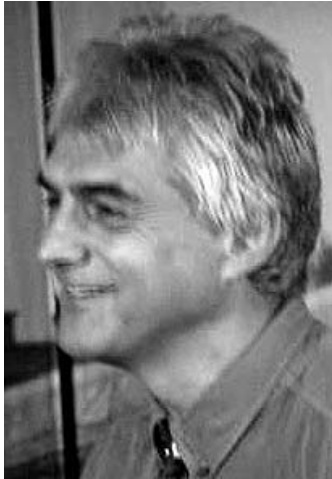
présentés comme des victimes passives, dont le statut doit faire l'objet de pitié, on néglige le rôle qu'ils peuvent jouer eux-mêmes pour sortir de leur condition et ainsi on ne leur rend pas justice. Le professeur Berger plaide pour une responsabilité collective de toute la société, médias compris, face au dénuement. Cela ne veut pas dire que ces derniers se doivent de trouver des solutions, mais ils peuvent avoir un réel impact sur les politiques à ce sujet.

Un exemple intéressant a été donné sur la situation du pays le plus pauvre d'Europe. Dorina Osipova, directrice du Projet de journalisme d'enquête en Moldavie, a souligné que le PIB annuel par tête dans son pays ne se monte qu'à 562 euros. L'érosion des services sociaux, de l'éducation et des autres services publics augmente encore la souffrance du peuple. Beaucoup de familles n'arrivent même pas à envoyer

leurs enfants à l'école. Les retraites s'élèvent à seulement dix euros par mois. On ne voit pas d'autre perspective pour demain que le chômage de masse. Les médias ne reflètent pas du tout cette situation. Tributaires du budget national, ils ne peuvent être autre chose que des machines de propagande. Cependant, leurs points de vue influencent largement l'opinion.

Face à eux, les médias privés, de faible

diffusion, y compris un certain nombre de stations de radio municipales, ont peu d'impact et se plaignent que leur voix est étouffée par l'Etat, qui leur impose des contrôles financiers. Il en résulte que l'information contestant les nouvelles officielles sont rares. L'Etat veut faire croire que la situation est bonne. On comprend la frustration de Mme Osipova, quand on sait que son équipe réalise trois ou quatre enquêtes chaque mois sur des faits de corruption.



## Rapport des responsables du Forum et assemblée annuelle

Au cours de l'assemblée annuelle, le Président Bernard Margueritte s'est félicité de la progression des sections nationales du Forum aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Pologne et en Russie. Le Forum est présent dans 114 pays et maintient le contact avec 2.600 personnes liées aux médias.

Une lettre de soutien a été envoyée à Rafael Marques, qui s'est vu refuser un visa pour venir assister à la conférence. On soupçonne des pressions du gouvernement angolais à l'égard d'un journaliste courageux.

Le financement du Forum reste une préoccupation majeure. Bernard Margueritte a publiquement remercié le fondateur Bill Porter, qui continue d'investir son temps, son énergie et ses moyens financiers, pourtant limités, dans les actions engagées.

Deux personnalités amies ont disparu en 2006: Jara Moserova, vice-présidente du Forum, ancienne sénatrice et diplomate tchèque, et le dirigeant musulman de Grande-Bretagne Zaki Badawi. Hommage a été rendu à leur mémoire.



# Médias et démocratie

La question de savoir quel rôle les médias peuvent jouer pour renforcer ou même promouvoir la démocratie s'est tout naturellement centrée sur la situation de la Russie et de l'Europe centrale. La séance était présidée par l'éditrice britannique Frances Pinter. La veille, le directeur de la Maison des Journalistes de Moscou, Matvei Saprykin, avait rappelé que le gouvernement russe détenait encore 50% du contrôle sur trois des quatre chaînes télévisées d'Etat.

Mais il a aussi attiré l'attention de l'auditoire sur ce qu'il estime être un traitement déséquilibré de la réalité russe dans les médias américains et français et vice-versa. Cela lui rappelle, a-t-il dit, la guerre froide où les sentiments antirusse et antioccidentaux étaient constamment attisés. Il pense donc que chacun des pays doit s'interroger pour savoir si ce sont les valeurs sociales et éthiques qui prévalent ou les réminiscences historiques ou politiques.

Lors de la deuxième séance, le cinéaste et distributeur de films Sasha So-



loviev constate pourtant que la liberté d'expression a beaucoup progressé depuis quinze ans en Russie. Il pense que cette liberté nouvelle doit être soutenue par un sens accru des responsabilités. Il est évident, selon lui,

que la lutte pour la liberté d'expression dépend inextricablement des progrès de la démocratie dans les sphères gouvernementales.

Contrastant avec la situation en Russie, le journaliste Tomas Vrba, de Prague, ancien vice-président de l'Association des Journalistes européens, a parlé des progrès indéniables qui se sont produits dans son pays depuis son adhésion à l'Union européenne. Il affirme en premier lieu qu'il est essentiel que tous les secteurs de la société puissent avoir accès aux informations, ce qui n'est pas toujours le cas, si l'on



*Tomas Vrba*

veut que les médias remplissent leur rôle et leur responsabilité de promotion des valeurs démocratiques.

Or la République tchèque, comme les autres Etats d'Europe centrale, jouissent pleinement des droits civiques et

de la liberté politique, y compris la liberté de la presse. Comme les Tchèques ont reçu l'aide des démocraties occidentales suite à l'effondrement du communisme, ils se sentent responsables à leur tour de témoigner d'un esprit de solidarité envers leurs amis - et collègues dans le cas des médias - de pays comme le Belarus ou l'Ukraine.

Il n'y a plus de médias appartenant à l'Etat ou contrôlés par lui en République tchèque, mais bien des médias de service public ou des médias privés, comprenant une forte présence de groupes étrangers. Le fait que certains organes sont la propriété de groupes extérieurs n'a pas jusqu'ici influencé les contenus; le premier souci des investisseurs est naturellement le profit.

Les médias électroniques de service public (deux chaînes nationales de télévision et le réseau radiophonique) souffrent cependant de problèmes structurels et financiers. Ils se battent pour une meilleure définition du service public.

L'agence de presse tchèque, CTK, un organisme de service public remontant à quatre-vingt dix ans, a été transformée et modernisée avec succès. Tomas Vrba préside d'ailleurs son conseil d'administration. Elle se trouve aujourd'hui parmi les quelques agences de presse totalement autonomes en Europe. Son indépendance par rapport au budget de l'Etat est la meilleure garantie d'indépendance éditoriale.

## Un défi personnel

«Do something about it» (Alors, vas-y!) est le titre du livre que Bill Porter, fondateur du Forum international de la Communication, a écrit en 2005 sur sa vie et son engagement au sein des médias, puis sur le développement du Forum. Le titre est inspiré de l'encouragement que Porter a trouvé auprès de son épouse, quelques mois avant le décès de cette dernière, quand il se demandait, alors qu'il se retirait du monde de l'édition, s'il ne devait pas lancer une initiative qui ferait avancer le sens de responsabilité morale des médias. Il a toujours conçu ce qui est devenu le Forum, non pas comme une organisation de plus, mais comme un appel à la conscience de chaque individu dans le monde des médias.

Le Forum a tenu plus d'une vingtaine de rencontres dans une douzaine de pays et quatre continents.